|  |  |
| --- | --- |
| EESCLogo_FR |  |

**FR**

**Réunion annuelle des présidents et secrétaires généraux  
du CESE et des conseils économiques et sociaux de l’Union européenne**

**Bucarest, les 9 et 10 novembre 2022**

**Transformer les défis géopolitiques en succès pour l’Union européenne:   
la contribution de la société civile organisée**

**CONCLUSIONS**

**La société civile organisée en première ligne lorsqu’il s’agit de satisfaire les besoins d’intégration des personnes fuyant la guerre en Ukraine: bonnes pratiques, enjeux et perspectives**

L’agression militaire illégale et non provoquée lancée par la Russie contre l’Ukraine le 24 février 2022 a provoqué un afflux massif de réfugiés dans toute l’Europe. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de 7,8 millions de réfugiés ukrainiens étaient recensés en Europe au début du mois de novembre 2022[[1]](#footnote-1). Le CESE et les conseils économiques et sociaux (CES) nationaux se félicitent de la rapidité avec laquelle l’UE a réagi en vue d’atténuer les **conséquences humanitaires** de la guerre. L’Europe a fait preuve de **solidarité** avec l’Ukraine et a activé son **système de protection temporaire** à l’échelle de l’Union, accordant une série de **droits** et de **garanties** aux **personnes déplacées** originaires de pays tiers ayant besoin d’une protection immédiate.

Le CESE et les CES nationaux mettent également l’accent sur la **réaction rapide des organisations de la société civile**. Celles-ci ont joué un rôle crucial lorsqu’il a fallu réagir efficacement aux conséquences d’ordre humanitaire, social et économique que la guerre a entraînées pour les réfugiés aux quatre coins de l’Europe, en particulier dans les pays où l’afflux a été le plus massif, tels que la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et l’Allemagne, pour n’en citer que quelques-uns.

Grâce à une approche flexible et à une coopération étroite avec les collectivités locales et régionales et avec les citoyens, les organisations membres du CESE et des CES nationaux ont fourni une aide humanitaire, logistique et médicale aux personnes fuyant la guerre, contribuant par exemple à remédier à la pénurie de logements accessibles aux réfugiés en organisant l’hébergement des familles déplacées.

Toutefois, alors que la guerre se poursuit, le CESE et les CES nationaux appellent l’ensemble des pouvoirs publics à faire le maximum pour s’assurer que les Ukrainiens vivant dans les zones de combat aient accès aux biens de première nécessité, notamment l’eau potable, la nourriture, les médicaments et l’électricité. Dans le même temps, ils mettent en garde contre le risque de «fléchissement de la solidarité» parmi les bénévoles et la société au sens large, en particulier dans le contexte de l’aggravation des difficultés économiques que rencontrent les citoyens de l’Union. Nous réaffirmons notre engagement à soutenir l’Ukraine et à aider les États membres à atténuer l’impact des flux de réfugiés.

Il importe de **faciliter l’accès des réfugiés ukrainiens au marché du travail de l’UE**, en particulier pour ce qui est des femmes, qui représentent la grande majorité d’entre eux. Une telle démarche favorisera également la reprise économique au sein de l’UE, compte tenu des graves pénuries de compétences et de main-d’œuvre qui entravent la croissance dans nombre de ses secteurs d’activité. Par conséquent, **la reconnaissance des qualifications des réfugiés ukrainiens, la formation linguistique, le développement d’une offre de formation professionnelle appropriée et la disponibilité de services de garde d’enfants** jouent un rôle essentiel. Il importe tout autant de reconnaître la spécificité de la situation des femmes et des enfants, tant dans les zones de conflit qu’à leur arrivée dans les pays d’accueil, y compris les risques d’**exploitation** et de **violence à caractère sexiste**, en particulier la violence sexuelle et la traite des êtres humains.

En outre, et surtout, il faudra faire face à la **charge financière** qui pèse sur les États membres les plus touchés par l’afflux de réfugiés, y compris aux niveaux régional et local, et soutenir financièrement les organisations de la société civile concernées, qui devraient par ailleurs être véritablement associées à la programmation et au suivi de l’aide humanitaire européenne et nationale.

Enfin, nous soutenons fermement l’idée selon laquelle les enseignements tirés du conflit en Ukraine devraient être intégrés dans la politique européenne en matière de migration et d’asile.

**Le CESE et les CES nationaux en tant que partenaires de premier plan pour le suivi de la conférence sur l’avenir de l’Europe**

Le CESE et les CES nationaux plaident depuis longtemps en faveur d’un **renforcement de la démocratie participative** dans le processus décisionnel de l’UE, de façon à renforcer les liens avec les citoyens européens et à **associer la société civile au processus législatif de l’Union**. Nous nous félicitons que l’organisation de la conférence sur l’avenir de l’Europe ait donné lieu à un exercice ascendant novateur, au cours duquel les citoyens de toute l’UE ont pu exprimer leur point de vue.

Les 325 mesures proposées au service de 49 objectifs, compilées dans un rapport final adopté en mai 2022, sont substantielles et ambitieuses. Le CESE et les CES nationaux ont constitué l’une des pierres angulaires de cet exercice de consultation, soutenant l’organisation de 75 manifestations, dont 60 % ont réuni plus de 7 600 participants, et contribuant aux recommandations finales.

Nous notons en particulier que le rapport final mentionne explicitement l’importance de **la société civile organisée dans l’architecture de la démocratie européenne**, suggérant que l’UE devrait associer davantage les partenaires sociaux et la société civile organisée tout en affirmant que «le CESE doit obtenir les moyens de jouer un rôle institutionnel plus important, celui de garant et de facilitateur des activités de démocratie participative».

Dans son discours sur l’état de l’Union du 14 septembre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a reconnu l’importance des **panels de citoyens** et la nécessité d’en faire une composante régulière de la vie démocratique.

Nous avons l’intime conviction qu’un **suivi concret et transparent** est capital et que le CESE et les CES nationaux doivent en être des acteurs de premier plan. Nous devrions garantir la participation la plus forte possible de notre réseau aux futurs panels de citoyens, qu’il conviendrait de structurer et d’institutionnaliser tout en leur conférant un caractère permanent.

Le CESE et les CES nationaux se réjouissent à la perspective de participer pleinement au suivi de la conférence et de pouvoir y apporter une valeur ajoutée. Nous poursuivrons nos démarches en vue de faire entendre la voix de la société civile organisée au niveau européen.

**Le renforcement de l’autonomie stratégique ouverte de l’UE vu par le CESE, les CES nationaux et la société civile organisée: les secteurs de l’énergie et de l’alimentation**

La situation géopolitique résultant de l’invasion militaire de l’Ukraine par la Fédération de Russie se caractérise par une aggravation de la **crise énergétique** en Europe et dans le monde. Les conséquences de la guerre sur l’approvisionnement énergétique de l’UE et sur les prix de l’énergie ont rendu plus impérieuse encore la nécessité de renforcer et de promouvoir **l’autonomie stratégique ouverte de l’UE dans le domaine énergétique**.

Pour atteindre cet objectif, il faut avant tout renforcer la souveraineté de l’UE, réduire au minimum sa dépendance à l’égard des fournisseurs peu fiables ou des États qui ne partagent pas ses valeurs, et garantir la sécurité de l’approvisionnement à un coût «aussi abordable que possible» pour les consommateurs et les entreprises.

Cela suppose d’abord de coopérer avec les pays capables d’approvisionner l’Europe en énergie à court terme sans créer de nouvelles dépendances à long terme et, dans un second temps, de restructurer et de développer le système énergétique de l’UE pour le rendre plus durable, dans l’esprit de la transition écologique prévue par le pacte vert pour l’Europe et le paquet «Ajustement à l’objectif 55».

Le CESE et les CES nationaux réaffirment que la réalisation de l’autonomie stratégique va de pair avec le respect des **objectifs climatiques** fixés au niveau de l’UE. Un approvisionnement énergétique fondé sur des énergies renouvelables ou à faibles émissions de carbone originaires de l’UE contribuerait de manière significative à notre **sécurité énergétique**. Il convient par conséquent de déployer le plus largement possible le potentiel dont dispose l’UE dans le domaine des énergies renouvelables produites localement. Dans ce contexte, nous soulignons qu’il est primordial d’investir massivement dans des systèmes énergétiques intelligents et renouvelables, ainsi que dans les infrastructures de stockage.

La flambée des prix de l’énergie a provoqué une inflation galopante dans le secteur de l’énergie et l’économie au sens large, soumettant un nombre croissant de citoyens à la précarité énergétique dans l’ensemble de l’UE. Il importe donc que les investissements dans l’efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la rénovation complète des bâtiments soutiennent les groupes aux revenus les plus faibles. Faire en sorte que les **ménages** disposent des moyens financiers leur permettant d’investir dans la **production d’énergie pour leur propre consommation** (prosommateurs) les mettra en capacité de contribuer à l’autonomie stratégique, que ce soit à titre individuel ou dans le cadre de **communautés énergétiques**.

Enfin, nous estimons que la dimension sociale doit être prise en considération dans toutes les mesures qu’il est prévu de déployer dans le cadre de la **transition énergétique**, afin de ne pas mettre en péril l’approbation publique des changements nécessaires, d’assurer une transition juste et de permettre une évolution positive de l’économie, passant notamment par la création de nouveaux emplois, qui favorisera l’acceptation sociale et l’appropriation de la transition énergétique par les citoyens et les entreprises sur la voie de l’autonomie stratégique. En ce qui concerne les entreprises, il est essentiel que la transition énergétique soit gérée de telle sorte que la **sécurité d’approvisionnement** soit assurée à tout moment et **à des prix abordables**, sans quoi nous risquons de perdre des industries clés qui seront condamnées à fermer définitivement leurs portes ou à délocaliser leur production vers des continents concurrents. Les organisations de la société civile ont un rôle évident à jouer lorsqu’il s’agit d’aider les citoyens, en particulier les plus vulnérables, ainsi que les consommateurs et les entreprises à mener à bien une transition énergétique juste. Elles peuvent offrir une aide d’urgence ciblant ceux qui se trouvent dans la situation la plus critique, notamment les **PME** ou les **industries à forte intensité énergétique**. Elles participent à de vastes campagnes d’information visant à soutenir les économies d’énergie et la réduction de la consommation de gaz.

En ce qui concerne le **secteur alimentaire**, une publication récente du Parlement européen indique que si la disponibilité des denrées alimentaires n’est pas menacée à l’heure actuelle au sein de l’Union, **leur caractère abordable constitue un problème croissant** en raison de la flambée des prix des produits agricoles et de ceux entrant dans la production alimentaire, en particulier pour les ménages à faibles revenus. Avant même la guerre en Ukraine, le CESE et les CES nationaux ont proposé de **renforcer l’autonomie stratégique de l’UE dans le domaine des systèmes alimentaires**.

Nous réitérons notre définition de ce concept, qui a pour base les questions de la production d’aliments, de la main-d’œuvre et du commerce équitable, et se place sous la visée de donner à tous les citoyens de l’Union européenne une garantie de sécurité et de durabilité de leur alimentation grâce à un approvisionnement équitable, durable et résilient en denrées saines. Pour y parvenir, nous proposons une série de mesures.

Afin d’éviter la dépendance à l’égard de fournisseurs monopolistiques pour certains produits ou intrants agricoles, nous relançons notre appel en faveur d’un **examen de la sécurité des denrées alimentaires au sein de l’UE**. Nous proposons de réduire notre dépendance à l’égard des intrants agricoles. Le CESE et les CES nationaux plaident en faveur de **systèmes alimentaires plus diversifiés au sein de l’UE**, incluant l’agriculture biologique, les magasins à la ferme et l’agriculture urbaine, et soutiennent l’approche de «production locale destinée aux besoins locaux».

Pour renforcer la résilience alimentaire de l’UE, nous appelons à privilégier les **circuits courts** et à assurer une **gestion intelligente des stocks alimentaires**. Pour garantir la participation structurée de la société civile et des parties prenantes tout au long de la chaîne d’approvisionnement alimentaire, nous réitérons notre recommandation d’étudier la possibilité d’instituer un **Conseil européen de l’alimentation**, qui pourrait contribuer à évaluer les risques qui se posent au sein de cette chaîne.

Les défis géopolitiques auxquels l’UE est actuellement confrontée lui offrent l’**occasion** de se montrer plus assertive sur la scène mondiale tout en renforçant sa cohésion économique et sociale. Le CESE et les CES nationaux soulignent que si l’on veut relever ces défis, il est capital que la société civile organisée européenne puisse faire entendre sa voix. Il est donc particulièrement important que les CES nationaux soient véritablement associés au processus d’élaboration des politiques et qu’ils se voient accorder un délai suffisant pour exprimer leur point de vue sur les propositions législatives. Pour surmonter les crises actuelles, l’Union européenne doit s’appuyer sur le dialogue social à tous les niveaux et sur le dialogue civil.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. [Ukraine Refugee Situation (unhcr.org)](https://data.unhcr.org/fr/situations/ukraine) (site internet du HCR sur la situation des réfugiés ukrainiens). [↑](#footnote-ref-1)